

L'Eglise catholique dans la société. Une approche française, 1905-1939 (VI)



Avec la Loi de Séparation de 1905, l'Eglise en France parvient à trouver des moyens de subsistance grâce au denier du culte. Elle ne trouve pas d'accord avec l'Etat pour les lieux de culte et d'autres institutions. Ce sera fait après la guerre 1914-1918. Les évêques restent sur la position dite de « défense religieuse ». Les relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège sont rompues.

I. Guerre 1914-1918

Lorsque la guerre éclate le 28 juillet 1914, le Pape Pie X (né en 1836, élu pape en 1903) est bouleversé. Il meurt le 20 août 1914.

Qui est Benoît XV (1914-1922) ?

- Itinéraire

Le conclave élit Giacomo della Chiesa. Celui-ci est né à Pegli près de Gênes le 21 novembre 1854. Son père est issu de l'ancienne noblesse de la ville de Gênes, tandis que sa mère est issue de l'ancienne noblesse napolitaine. Le père de Giacomo refuse d'entendre parler de vocation sacerdotale. Giacomo entre dès lors à la Faculté de droit à Gênes, où il devient docteur en droit civil en 1875. Dans l'ambiance anticléricale qui sévit à Gênes, Giacomo s'engage dans l'Action catholique où il devient responsable local. Son père accepte finalement qu'il devienne prêtre, à la condition de suivre sa formation à Rome. Celle-ci se fait au Collège Capranica et à l'Université Grégorienne. Ordonné prêtre le 21 décembre 1878 à la Basilique Saint-Jean de Latran, Giacomo entre en 1879 à l'Académie des nobles ecclésiastiques, qui forme les futurs diplomates du Saint-Siège. En 1880, il est docteur en Droit canonique. Il devient assistant de Mgr Mariano Rampolla del Tindaro (1843-1913), qui travaille à la Curie romaine. Nommé nonce en Espagne en 1882, Rampolla prend della Chiesa avec lui. Cardinal en 1887, Rampolla est nommé Secrétaire d'Etat de Léon XIII. Della Chiesa entre aux Affaires Ordinaires de la Secrétairerie d'Etat. En 1901, il est nommé Substitut à la Secrétairerie d'Etat. Le nouveau Pape, Pie X (1903-1914), ne le confirme pas dans cette fonction.

► Notre évêque nous parle

En octobre 1907, Giacomo della Chiesa est nommé archevêque de Bologne. Le 25 mai 1914, il est créé cardinal. Le Pape Pie X meurt le 20 août 1914. Le conclave élit le cardinal della Chiesa le 3 septembre 1914, qui prend le nom de Benoît XV.

- Successeur de Pierre

Le nouveau Pape calme les remous issus de la crise moderniste, qui affecte plusieurs pays en Europe. Il promulgue le *Code de droit canonique* en 1917. Il encourage à lire la Bible (Encyclique *Spiritus Paraclitus*, 1920). En 1919, il révoque le *non expedit* (1874) du Pape Pie IX (1846-1878) ; il permet aux catholiques italiens de participer à la vie politique italienne et au prêtre Luigi Sturzo (1871-1959) de fonder le Parti Populaire Italien.

- Guerre 1914-1918

Dès son élection, Benoît XV déclare que le Saint-Siège est neutre dans le conflit mondial. Il rappelle cette position dans l'encyclique *Ad beatissimi* (1^{er} novembre 1914). En même temps, il lance un appel à la paix. Il associe cet appel à la Question romaine. Depuis la disparition des Etats Pontificaux en 1870, les papes n'ont plus de « territoire » pour asseoir leur « souveraineté ». Benoît XV donne également la véritable cause de la guerre : la société laïque et libérale issue de la Révolution de 1789 en France, et du Risorgimento en Italie. Tout au long de la guerre, malgré les invasions de la Belgique et de la France par l'empire allemand, Benoît XV refuse toute forme de condamnation et il appelle au respect du droit de la guerre. L'attitude du Pape engendre une grande déception en France. On pensait qu'il était francophile. Le Secrétaire d'Etat, le cardinal Pietro Gasparri (1852-1934), a été professeur à l'Institut Catholique de Paris. On pensait qu'il était « pro-français ». Léon Bloy (1846-1917) et Georges Clémenceau (1841-1929) le dénomment « Pilate XV » et le « pape boche ».

Le Saint-Siège est tellement mal vu en France que la proposition d'Alexandre Millerand (1859-1943), Ministre de la Guerre (1914-1915), de rétablir l'ambassade de France près le Saint-Siège est refusée par le gouvernement.

Le 28 juillet 1915, Benoît XV fait une première tentative de paix négociée. Elle est refusée. Une deuxième tentative, qui propose le retour au statu quo de 1914, est refusée suite à l'opposition manifestée par le cardinal Désiré-Joseph Mercier (1851-1926), archevêque de Malines, et Mgr Alfred Baudrillart (1859-1942), recteur de l'Institut Catholique de Paris. Le 1^{er} août 1917, Benoît XV fait parvenir une *exhortation à la paix* aux belligérants,

► Notre évêque nous parle

qui comprend plusieurs points : désarmement général ; l'arbitrage comme solution des conflits ; abandon des demandes de réparation ; évacuation totale de la Belgique et du territoire français ; liberté des mers ; restitution par l'Entente (les Alliés) des colonies allemandes.

Cette exhortation est non seulement refusée publiquement en France par la majorité des catholiques, mais elle a comme conséquence la mise à l'écart du Saint-Siège. Celui-ci sera exclu des négociations pour la paix. On lui accordera un seul représentant au Congrès de Versailles en 1919. On lui reconnaîtra le statut supranational. Il ne sera pas membre de la Société des Nations. Benoît XV suspectera dans cette Société l'influence socialiste et maçonnique.

Le 23 mai 1920, Benoît XV désapprouve le traitement réservé à l'Allemagne et condamne le découpage territorial en Europe. Le cardinal Gasparri va progressivement renouer les liens entre le Saint-Siège et les nations. Un accord est trouvé avec la France en mai 1921. Comme le Saint-Siège ne veut pas que les traités anciens avec les souverains de l'empire austro-hongrois et des autres empires soient reconduits avec les Etats nouveaux qui en sont issus, il va ouvrir des négociations avec chacun des nouveaux Etats afin de signer des concordats, qui succéderont aux traités anciens. Le premier concordat est signé avec la Lettonie le 30 mai 1922.

La guerre 14-18 dure quatre ans et cause dix millions de morts. Le Pape Benoît XV dénonce, dès le 25 mai 1915, une horrible boucherie qui déshonore l'Europe. Les armées de tous les Etats en guerre agissent « avec Dieu ». Les sociologues contemporains trouvent dans ces invocations le commencement de la sécularisation en Europe. Certes, au début de la guerre, on assiste à un « réveil religieux », mais, avec le temps, on constate l'ébranlement des catégories dans lesquelles les chrétiens pensent le monde.

La France pendant la guerre 1914-1918

- Union sacrée

En France, la guerre débute sous le registre de l'Union sacrée de tous les partis. Elle permet le Ralliement des catholiques à la République que Léon XIII avait souhaitée, sans trop de succès. Dès la mobilisation, l'Eglise regroupe ses forces pour combattre la barbarie allemande. Un catholique notoire, Denys Cochin (1851-1922), est appelé par Aristide Briand (1862-1932) à entrer au gouvernement comme ministre d'Etat en octobre 1915. Les congrégations religieuses rentrent d'exil, avec la bénédiction

► Notre évêque nous parle

du gouvernement. En 1917, Maurice Barrès (1862-1923) proclame l'union des diverses familles spirituelles de France, Juifs compris, dans la défense de la patrie.

- Anticléricalisme

L'anticléricalisme ne disparaît pas. Mgr Alexis Lemaître (1864-1939), vicaire apostolique au Sahara et au Soudan (Mali et Burkina Faso actuels), propose que les Pères blancs accompagnent à l'armée les soldats africains dont ils connaissent les langues. Georges Clémenceau (1841-1929) marque immédiatement son refus. La presse anticléricale, dont *La Dépêche du Midi*, fait courir le bruit que c'est l'Eglise qui a poussé à la guerre pour renforcer son influence.

L'Eglise catholique en France durant la guerre 1914-1918

- Mobilisation des prêtres et des religieux

Contraints au service militaire depuis la loi du 15 juillet 1889, 25.000 prêtres sont mobilisés, tout comme les pasteurs et les rabbins, auxquels il faut ajouter 7.500 séminaristes et religieux. Les plus jeunes (classes 1905 et suivantes) servent comme combattants, susceptibles de devenir sous-officiers et officiers. Ils peuvent être tenus de tuer ; ils jouent le rôle d'aumôniers bénévoles, assistent les mourants et président aux cérémonies en l'honneur des morts du bataillon. Les plus âgés (classes 1889-1904) rejoignent le service de santé, comme brancardiers ou infirmiers. Un décret de mai 1913 organise l'aumônerie militaire dans le cadre de la Séparation de 1905. 150 aumôniers catholiques exercent leur mission de manière officielle, avec une solde d'officier. Par après, 400 aumôniers volontaires reçoivent eux aussi une solde. Selon les diocèses, c'est entre un tiers et la moitié du clergé qui est mobilisé.

- A l'arrière

Les prêtres qui ne sont pas au front prêchent la « guerre juste » et défendent l'idée d'un combat de la civilisation chrétienne, catholique et romaine, contre la barbarie allemande, réputée luthérienne. Ils mettent en avant la réconciliation de la France avec son passé chrétien et ils implorent la miséricorde de Dieu pour les péchés de la France révolutionnaire et laïque. Le Père Antonin Gilbert Sertillanges (1863-1948), dominicain et prédicateur réputé, proteste publiquement le 10 décembre 1917, à Notre-Dame de Paris, contre les propositions de paix du Pape Benoît XV. Des livres de prière

► Notre évêque nous parle

et des cantiques patriotiques sont publiés. La Vierge Marie est mobilisée contre l'ennemi protestant. Jeanne d'Arc est appelée pour bouter les Allemands hors d'Alsace et de Lorraine.

- Les intellectuels catholiques

Les intellectuels et les notables sont mobilisés dans un combat de la culture française contre la barbarie. En février 1915 se constitue le Comité catholique de propagation française à l'étranger. Il est dirigé par Mgr Alfred Baudrillart, recteur de l'Institut Catholique de Paris, élu à l'Académie française en 1917. Le comité compte onze évêques, huit académiciens, onze parlementaires, une quinzaine d'écrivains et de notables. La guerre a aussi ses martyrs catholiques, dont Charles Péguy (1873-1914) et Ernest Psichari (1883-1914).

- Nouvelles orientations pastorales

Les Conférences Saint-Vincent de Paul, les patronages, les réseaux catholiques se réorganisent au service de l'effort de guerre.

La guerre est une affaire de jeunes hommes auxquels manquent les femmes. Les ligues féminines vont assurer une présence auprès des soldats, par des lettres et des visites ; elles vont tenter de protéger les soldats des dangers de la permission et de la prostitution. On parle de « mairaines de guerre ».

La religion en temps de guerre s'invente d'abord dans les tranchées. On y vit les solidarités quotidiennes. En dehors des tranchées, naissent des solidarités professionnelles comme les travaux des champs. Au front, le prêtre mobilisé retrouve des gens qu'il voyait à la messe et il découvre ceux qui ne vont pas à la messe.

Dans une ambiance où règne la peur de mourir, la religion populaire reprend vigueur. Elle parle de la valeur rédemptrice de la souffrance. L'intercession est associée à la Vierge Marie, Jeanne d'Arc (béatifiée en 1909) et Thérèse de Lisieux, morte à l'âge de 24 ans en 1897, le même âge que celui des jeunes combattants.

Avec autant de morts, il y a énormément de funérailles et de messes pour les morts, auxquelles participent beaucoup de soldats. Les sociologues n'y voient pas un réveil religieux, mais bien une transition qui met en lumière la solidarité avec les victimes qui prépare la déchristianisation ultérieure par rapport à la mort. On ne prie plus pour le défunt qui est au purgatoire,

► Notre évêque nous parle

puisque le défunt est un martyr qui va directement au ciel. On assiste à une cérémonie pour marquer sa solidarité avec la destinée du défunt. Il ne s'agit pas d'une prière.

Dans les régions de la France d'Outre-Mer, les missionnaires sont mobilisés pour partir au front. Les communautés catholiques sont laissées à elles-mêmes. Le gouvernement demande également aux missionnaires de recruter des soldats « indigènes » pour aller rejoindre les soldats français en Europe. Le Pape Benoît XV marque sa désapprobation totale avec ces procédures (*Maximum illud*, 30 novembre 1919).

II. **Au lendemain de la guerre 1914-1918, retour en République**

En 1917, l'Union sacrée entre en crise. Denys Cochin démissionne du gouvernement. Le radicalisme avait construit la République sur la base d'une guerre entre la France républicaine et la France cléricale. La guerre permet la réintégration des catholiques dans la République. L'Eglise met en avant ses victimes : 14% des prêtres et des religieux mobilisés sont morts, soit 2.800 prêtres, 1.300 séminaristes, 1.500 religieux. L'Eglise est présente dans les associations d'anciens combattants ; elle soutient l'Union Nationale des Combattants, dirigée par le général Edouard de Curières de Castelnau (1851-1944), qui compte 860.000 membres en 1932. Catholique et conservatrice, l'Union Nationale des Combattants diffuse un message de droite, mais ne cède pas à l'extrême droite des années 1930.

- Bloc national (1919-1924)

Les élections législatives de 1919 ramènent la droite au pouvoir. Les anciens combattants remportent beaucoup de sièges. Le 16 mai 1920, Jeanne d'Arc est canonisée à Rome, en présence de 92 évêques et de 80 parlementaires. On assiste à la reprise des relations diplomatiques avec Rome, à l'initiative du président Millerand, et à l'apurement du contentieux de 1906 sur les associations culturelles : des associations diocésaines sont mises en place, confirmées du côté romain par l'encyclique de Pie XI, *Maximam gravissimamque*, du 18 janvier 1924.

Qui est Pie XI (1922-1939) ?

- Itinéraire

Benoît XV meurt le 22 janvier 1922. Le conclave élit le cardinal archevêque de Milan le 6 février 1922. Ambrogio Damiano Achille Ratti est né le 31 mai 1857 à Desio, alors dans le Royaume de Lombardie-Vénétie, dans l'empire austro-hongrois. Il va à l'école primaire de son village, au petit séminaire de Seveso, au séminaire de Monza et au grand séminaire de Milan. En 1874, il devient tertiaire franciscain. En 1879, il est envoyé au Séminaire pontifical lombard à Rome et à l'Université Grégorienne. Il est ordonné prêtre le 20 décembre 1879 à la Basilique Saint-Jean de Latran. Il conquiert trois doctorats : philosophie, droit canonique, théologie. Il est docteur de l'Académie pontificale Saint Thomas d'Aquin.

En 1882, il est vicaire dans une paroisse de Milan et il enseigne la théologie dogmatique et l'éloquence sacrée au grand séminaire de Milan.

En 1888, il est conservateur de la Bibliothèque ambrosienne où il va poursuivre des recherches sur la vie et l'oeuvre de saint Charles Borromée (1538-1584), évêque de Milan, jusqu'en 1912. En 1907, il est préfet de la Bibliothèque ambrosienne. En 1909, il est, en outre, conservateur auprès du Collège de la Faculté de Théologie de Milan.

En 1912, le Pape Pie X (1903-1914) le nomme vice-préfet de la Bibliothèque apostolique vaticane ; Achille Ratti cumule cette fonction avec celle de préfet à la Bibliothèque ambrosienne. En 1914, le Pape Benoît XV le nomme préfet de la Bibliothèque apostolique vaticane.

Le 25 avril 1918, Achille Ratti est nommé visiteur apostolique en Pologne. Lorsque les institutions du nouvel Etat de Pologne sont bien en place, Ratti est nommé nonce apostolique le 6 juin 1919. Il est ordonné évêque dans la cathédrale de Varsovie le 3 juillet 1919. Il assiste au siège de Varsovie par les Soviétiques en août 1920. Haut-commissaire ecclésiastique en Haute-Silésie, une région soumise à plébiscite pour le choix entre la Pologne et l'Allemagne, Ratti suit les instructions émanant du cardinal Adolf Bertram (1859-1945), archevêque de Breslau (en Silésie ; aujourd'hui Wrocław), qui demande que les prêtres polonais s'abstiennent de voter, alors que les prêtres allemands peuvent voter. Ratti est sévèrement attaqué par la presse polonaise.

Le 13 juin 1921, le Pape Benoît XV nomme Ratti archevêque de Milan et cardinal. Ratti y exercera sa mission jusqu'en février 1922.

► Notre évêque nous parle

- Successeur de Pierre

En effet, après la mort de Benoît XV, il est élu pape le 6 février 1922 et prend le nom de Pie XI. Il garde le cardinal Gasparri comme Secrétaire d'Etat. Le 2 mars 1922, il proclame la Vierge Marie comme patronne de la France et Jeanne d'Arc comme patronne secondaire de la France (Lettre apostolique *Beata Maria Virgo in caelum Assumpta in Gallicae*). Le 23 décembre 1922, il publie l'encyclique *Ubi arcano Dei consilio*, qui est un programme de pacification des cœurs après la guerre 1914-1918. En mars 1925, il reçoit l'abbé Joseph Cardijn (1882-1967), fondateur de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Durant tout le pontificat, Pie XI soutient avec vigueur l'Action catholique. En 1926, il ordonne les six premiers évêques chinois, marquant ainsi son projet de ranimer l'esprit missionnaire de l'Eglise sur tous les continents.

- Le Saint-Siège au plan international

En 1922, Benito Mussolini (1883-1945) devient président du Conseil à Rome. Grâce au Secrétaire d'Etat et à l'action de Francesco Pacelli (1872-1935), frère du nonce en Allemagne, la Question romaine, ouverte en 1870 par la disparition des Etats Pontificaux, est résolue par les Accords du Latran en 1929, qui créent l'Etat de la Cité du Vatican. Le pape redevient souverain d'un Etat reconnu par le droit international.

Aux prises avec le fascisme de Mussolini dès 1922, Pie XI voit l'émergence du nazisme dans les années 1920 en Allemagne. Grâce au nonce en Bavière et à Berlin, Eugenio Pacelli (1876-1958), des concordats sont signés avec plusieurs Etats (Länder) allemands. Pacelli est créé cardinal et devient Secrétaire d'Etat en 1930. Il est chargé de signer le concordat avec le Reich en 1933, l'année où Adolf Hitler (1889-1945) devient chancelier. Le 14 mars 1937, Pie XI signe l'encyclique *Mit brennender Sorge*, qui est une condamnation du nazisme. Lors de la visite de Hitler à Rome, invité par Mussolini et le roi Victor-Emmanuel III (1869-1947), le 3 mai 1938, le pape quitte la ville pour se rendre à Castel Gandolfo, où il reste jusqu'au 28 octobre 1938. C'est là qu'il prononce devant des pèlerins belges, le 6 septembre 1938, la formule : *Nous sommes spirituellement des sémites*.

Ayant vu, comme nonce en Pologne, la manière dont les Soviétiques traitaient la population lors du siège de Varsovie en août 1920, Pie XI a saisi de près le caractère néfaste du communisme. Suite aux purges de Staline dans les années 1930, il signe, le 19 mars 1937, l'encyclique *Divini Redemptoris*, qui est une condamnation du communisme.

► Notre évêque nous parle

Fort proche de l'Église catholique en France, Pie XI connaissait bien Lourdes avant de devenir pape. Il a béatifié des martyrs de la Révolution française (1925) et il a canonisé Thérèse de l'Enfant Jésus (1925) et Bernadette Soubirous (1933). Il meurt le 10 février 1939.

III. En France, le Cartel des gauches (1924-1926)

En 1924, Edouard Herriot (1872-1957) est à la tête du Cartel des gauches, une coalition hétéroclite de radicaux, de radicaux-socialistes et de socialistes indépendants ; il a le soutien de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Herriot veut cimenter sa majorité autour de l'anticléricalisme. Le projet est triple : rompre les relations diplomatiques avec le Saint-Siège ; revenir à l'application des lois anticongréganistes de 1901-1904 ; imposer la Séparation dans les trois départements de Haute et Basse Alsace et de Moselle, restés concordataires puisqu'ils étaient allemands en 1905. Sur les trois points, Herriot échoue face à la mobilisation catholique. La Fédération Nationale Catholique fondée en 1924 par le général de Castelnau compte 1 million 200.000 adhérents en 1925. Castelnau est soutenu par le jésuite Paul Doncoeur à la tête d'une association de prêtres anciens combattants, appelée Droits du Religieux Ancien Combattant (DRAC).

- L'Église en France n'est pas relayée par un parti politique

L'évolution des catholiques de France est originale dans la mesure où il n'y a pas eu de parti catholique à proprement parler, comme en Belgique, en Allemagne et en Italie. Lorsqu'Albert comte de Mun (1841-1914) a tenté de fonder un parti catholique en 1885, il s'est heurté au refus de Léon XIII, qui ne voulait pas mettre le concordat de 1801 en danger. Les catholiques ont contourné la politique en s'engageant dans le social parce que la République ne voulait pas des catholiques. Après la Séparation de 1905, le catholicisme est devenu une composante politique de la droite française.

En effet, les catholiques sont bien présents au sein de la **Fédération républicaine**, un groupe parlementaire qui constitue l'ossature du Bloc national en 1919 et que l'on retrouve dans tous les gouvernements de droite jusqu'à l'avènement du Front populaire (1936). Héritiers des partisans du Ralliement au temps de Léon XIII, libéraux et conservateurs, chrétiens sans intransigeance et pratiquants à éclipses, ils acceptent la Séparation mais ils ne renoncent pas à concilier la République avec un héritage de valeurs dont ils pensent qu'elles ont fondé la France.

► Notre évêque nous parle

Auguste Isaac (1849-1938), industriel du textile à Lyon, adhère à la Fédération républicaine. Député du Rhône (1919-1924), il est battu par Edouard Herriot en 1924. Libéral, Isaac se méfie des catholiques sociaux, qu'il soupçonne de vouloir rétablir une théocratie au nom de la justice sociale. Il joue un rôle important dans le mouvement familialiste, préside l'association « La plus grande famille » à partir de 1916 et se bat pour le vote familial et la législation nataliste au cours des années 1920.

Louis Marin (1871-1960), député de Nancy (1905-1951), préside la Fédération républicaine à partir de 1925. En 1925, il prend la tête de la Société de géographie commerciale de Paris, une pièce essentielle du lobby colonial. Il s'intéresse à l'ethnographie, au projet colonial, et il veut réconcilier la « culture catholique de l'enracinement et de la mission » avec la « République des petites patries et de l'Empire ».

A gauche, la Démocratie chrétienne tire parti de l'Union sacrée mais demeure très minoritaire. Elle est divisée en deux ailes. La première est une suite de tentatives rejetées par les papes. Léon XIII, en 1901, ne veut pas d'un parti politique, mais d'une action sociale. Pie X, en 1910, s'oppose à Marc Sangnier (1873-1950) qui veut faire du « Plus grand Sillon » un parti politique. Sangnier fonde, en 1912, la Ligue de la Jeune République, qui participera à la majorité du Bloc national avec ... cinq députés.

La seconde aile est la fondation, en 1924, du Parti démocrate populaire qui est le premier parti démocrate-chrétien français. Il recrute dans la génération « civique » de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (fondée par Albert de Mun en 1886), qui fait le choix de l'engagement politique : 28 députés en 1928. La véritable influence du Parti démocrate populaire tient à l'appareil éditorial : les *Cahiers de la nouvelle journée*, dirigés par Paul Archambault (1883-1950), un disciple de Maurice Blondel (1861-1949), et *Politique*, marquée par la figure de l'universitaire et syndicaliste Paul Vignaux (1904-1987), qui va entrer en dialogue critique avec la pensée de Marx dans les années 1930. Le Parti démocrate populaire se dote d'un quotidien en 1932, *L'Aube*, dirigé par Francisque Gay (1885-1963), qui fonde, en 1924, *La Vie catholique*.

- Action Française

Fondée en 1898 par deux transfuges de la Ligue de la Patrie française, l'Action Française est prise en main en 1900 par Charles Maurras (1868-1962), philosophe provençal monté à Paris en 1885. Celui-ci dote la Ligue d'un institut en 1906, et d'un quotidien qui tire à 30.000 exemplaires en 1913.

► Notre évêque nous parle

Par son combat contre Dreyfus et contre la Séparation et les inventaires, *L'Action Française* devient le porte-parole de la défense catholique contre la République anticléricale. L'Union sacrée renforce l'Action Française. Plusieurs députés se réclament d'elle en 1919. Parmi eux Léon Daudet (1868-1942), bras droit de Maurras.

Le programme de l'Action Française comprend l'antisémitisme, l'antiparlementarisme et le refus de la démocratie. Il est identique à celui de l'extrême droite nationaliste et monarchiste. Maurras oppose à l'universalisme des « Lumières » ce qu'il appelle l'empirisme organisateur, une rationalisation du social à partir des particularismes locaux et des traditions. Peu chrétien, Maurras rêve d'une monarchie fédérale qui s'appuierait sur l'Eglise, parce qu'il considère le catholicisme comme l'armature du monde à reconstruire. Au lendemain de la guerre, il a une influence considérable, qui déborde sur la droite classique. En juillet 1919, il publie dans *Le Figaro* : *Pour un parti de l'intelligence*, un manifeste signé par Henri Massis (1886-1970), Henri Ghéon (1875-1944), Francis Jammes (1868-1938), Daniel Halévy (1872-1962), Maurice Denis (1870-1943).

L'année suivante, 1920, il crée le mensuel *L'Etudiant français*, destiné à un public plus jeune. Il place son secrétaire personnel, l'historien Pierre Gaxotte (1895-1982), à la tête de l'hebdomadaire d'extrême-droite, *Candide*, fondé en 1924 par la Librairie Arthème Fayard, et auquel collabore Jacques Bainville (1879-1936). La rencontre avec les milieux thomistes hostiles à la modernité est au cœur de cette stratégie depuis plusieurs années. En 1920, il fonde la *Revue universelle*, à laquelle participe Jacques Maritain, figure montante de la philosophie catholique en France.

En 1914, le Pape Pie X suspend *in extremis* la publication d'un décret de l'Index condamnant cinq livres de Maurras. Elu pape en 1922, Pie XI se saisit du dossier. Des plaintes venant de l'Action Catholique de la Jeunesse Française, de Jésuites de l'Action populaire et de démocrates-chrétiens français et belges arrivent à Rome. Maurras a beaucoup d'influence auprès des étudiants. Pie XI ne peut pas admettre l'instrumentalisation du catholicisme au service d'un projet politique. Selon la méthode utilisée par Léon XIII pour le Ralliement à la République, Pie XI demande au cardinal Pierre Paulin Andrieu (1849-1935), archevêque de Bordeaux depuis 1909, de faire une allocution publique, dans la *Semaine religieuse* du 27 août 1926, qui serait une mise en garde contre l'Action Française. Pie XI confirme les réserves exprimées par Andrieu.

► Notre évêque nous parle

Il pose des exigences auxquelles l'Action Française répond par *Non possumus, nous ne pouvons pas*, le 24 décembre 1926. Rome réagit aussitôt en publiant le décret de 1914 et en y ajoutant la mise à l'Index du quotidien de l'Action Française. La réaction en France est immense. Rome insiste pour que tous les évêques relaient la décision romaine dans leur diocèse. A Bordeaux, des notables se voient refuser la communion en raison de leur soutien à l'Action Française. A Rome, le cardinal Billot (1846-1931) maintient son soutien à Maurras. Billot est contraint à la démission en 1927. Le supérieur du Séminaire français, à Rome, le Père Henri Le Floch, spiritain (1862-1950), est limogé. Un de ses séminaristes, Marcel Lefebvre (1905-1991), en conçoit beaucoup d'amertume.

- Action catholique spécialisée

Après la guerre 1914-1918, les jeunes des classes moyennes, ruraux et ouvriers, sont eux aussi atteints par l'éducation populaire dont le rôle sera important jusqu'en 1960. Alors qu'autrefois l'éducation des jeunes visait surtout les enfants des familles bourgeoises et de l'aristocratie, maintenant tous les jeunes sont visés par une éducation populaire laïque et par l'action catholique spécialisée. Les partis politiques ont leurs organisations de jeunes.

La **Jeunesse Ouvrière Chrétienne** (JOC) est fondée à Paris en 1926-1927, sur le modèle belge, mis en place par l'abbé Joseph Cardijn. Les jeunes de 14-18 ans s'organisent et élisent eux-mêmes leurs responsables. Le slogan *Refaisons chrétiens nos frères* retentit dans les différents « milieux de vie », l'usine et l'atelier. Un mouvement féminin, non une branche féminine du mouvement masculin, naît en 1928 sous le nom de **Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine**.

La **Jeunesse Agricole Catholique** (JAC) apparaît en 1929. Le monde rural est structuré par des institutions d'inspiration catholique : le syndicalisme agricole ; l'Union catholique de la France agricole (1917) ; un enseignement catholique agricole ; les Semaines rurales annuelles de formation et de réflexion qui se tiennent depuis le début des années 1920. La JAC est fondée dans les locaux jésuites de la rue d'Assas à Paris, avec le soutien des évêques. La **JACF**, pour les femmes, est fondée en 1933.

La **Jeunesse Etudiante Chrétienne** (JEC) est fondée en 1929 ; la branche féminine (**JECF**), est de 1931. Elle est issue de la mise en relation de trois groupes d'étudiants, de Lyon, Besançon et Bordeaux, qui se rencontrent avec les Talas (ceux qui vont à la messe) de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris. Ils héritent de la tradition de formation civique qui a cours

► Notre évêque nous parle

à l'Action Catholique de la Jeunesse Française sans se rallier à la démocratie chrétienne. Ces étudiants s'opposent à la Fédération française des étudiants catholiques (FFCE) fondée en 1922, de tendance maurrassienne. La première esquisse d'un programme général de la JEC est rédigée par Louis Chaudron avec l'aide de Paul Vignaux et d'Henri-Irénée Marrou (1904-1977).

La dynamique s'étend au monde des marins-pêcheurs avec la **Jeunesse Maritime Chrétienne** (JMC, 1930), puis aux classes moyennes avec la **Jeunesse Indépendante Chrétienne** (JIC, 1935 ; JICF, 1936).

La nouvelle génération des évêques prend ses distances avec la stratégie de « défense religieuse » et cherche à adapter la pastorale aux mutations d'une société devenue industrielle et démocratique. Les mouvements de jeunes sont en cohérence avec le monde paroissial, servi par des prêtres nombreux. Le rythme des ordinations a repris, après la cassure de 1905. Capables de s'organiser au plan national et au plan diocésain, les mouvements de jeunes ont des dirigeants qui changent souvent, puisqu'ils restent « jeunes » peu de temps ; ils ont des aumôniers, nommés par les évêques. En 1931, les évêques créent **l'Action Catholique Spécialisée** (ACS) qui regroupe les nouveaux mouvements, et ils formulent la doctrine du mandat, par laquelle leurs militants sont chargés d'une mission qui les autorise à s'exprimer et à agir au nom de l'Eglise, sous réserve de ne pas sortir du cadre spécifiquement apostolique qui leur est fixé et dont les aumôniers sont les garants.

Ces mouvements promeuvent des élites issues de la base. Grâce à la méthode de la JOC, *Voir, juger, agir*, on pratique l'enquête sociale. On assiste à de nouvelles formes de socialisation, à une époque où les loisirs collectifs sont encore rares. On pratique la révision de vie, un retour sur soi mené en présence des autres à partir d'événements concrets de la vie quotidienne. Des formes nouvelles de participation à la liturgie naissent un peu partout.

La mise en place d'une presse spécialisée a beaucoup de succès. En 1935, la JAC compte 12.000 cotisants, 67 fédérations diocésaines, 878 sections locales ; le journal, *Jeunesse agricole*, tire à 63.000 exemplaires. En 1937, la JOC compte 30.000 cotisants ; elle réunit 85.000 jeunes au Parc des Princes à Paris pour fêter son dixième anniversaire. *Messages*, la revue de la JECF, tire à 7.500 exemplaires en 1938 ; le mouvement diffuse 29.000 agendas la même année.

► Notre évêque nous parle

Une fois devenus adultes, les membres des mouvements se marient. Ils fondent des mouvements familiaux, dont une des fonctions est de favoriser les mariages chrétiens. C'est ainsi que naissent la **Ligue ouvrière catholique** en 1935 et la **Ligue agricole catholique** en 1939.

Certains mouvements ne rentrent pas dans ce cadre. Le **scoutisme**, importé d'Outre-Manche après la guerre 1914-1918, est d'inspiration « protestante » et imprégné des valeurs de la hiérarchie militaire. Les **patronages**, qui se sont diversifiés à travers les colonies de vacances et les clubs de sport (football, basket-ball), ne rentrent pas non plus dans le dispositif de l'ACS.

Des mouvements nés au début du siècle, après la séparation de 1905, **sont contraints de rejoindre l'ACS.**

-Intellectuels catholiques

Le « J'accuse » d'Emile Zola dans l'affaire Dreyfus a mis des catholiques mal à l'aise. La crise moderniste, qui est loin d'être réduite à la France, a posé beaucoup de questions à propos des relations entre les intellectuels catholiques et le Successeur de Pierre. La condamnation de l'Action Française modifie le paysage.

Dans le monde de la pensée catholique, le philosophe Jacques Maritain (1882-1973) occupe une place centrale. Né dans une famille protestante libérale, il est le petit-fils de Jules Favre (1809-1880), un des pères fondateurs de la Troisième République. Il se convertit au catholicisme en 1906 au contact de Léon Bloy. Il devient professeur de philosophie à l'Institut catholique de Paris. Maritain consacre sa vie à une discipline traditionnellement réservée aux clercs. Au début des années 1920, il publie dans la *Revue universelle* de Maurras. Lui et son épouse Raïssa invitent régulièrement dans leur maison, à Meudon, un groupe d'écrivains et d'artistes adeptes du thomisme. Il fonde chez Plon, avec Henri Massis, la collection « Le Roseau d'or » qui ambitionne de renouveler les lettres françaises à partir du catholicisme. Après la condamnation de l'Action Française, il se rallie finalement à Rome. Il prend la défense du pape. Pour répondre au « politique d'abord » de Maurras, il publie « Primauté du spirituel » (1927). Ce choix le conduit à rompre avec Massis et bien d'autres favorables à Maurras.

Une seconde génération de thomistes se met en place. Parmi eux, Etienne Gilson (1884-1978), philosophe professeur à la Sorbonne et directeur à l'Ecole pratique des hautes études. Spécialiste de la philosophie médiévale,

► Notre évêque nous parle

il lit Thomas d'Aquin comme un historien de la pensée en cherchant à le comprendre dans son temps. C'est par après qu'il montre comment Thomas d'Aquin a une pensée « moderne ».

Les dominicains, d'abord réfugiés au Saulchoir à Kain (Tournai), rejoignent la région parisienne. Ils créent en 1929 les Editions du Cerf et *La Vie intellectuelle*. Leur but est de soutenir le Pape Pie XI dans son combat contre l'Action Française. Au couvent dominicain du Saulchoir, le père Marie-Dominique Chenu (1895-1990) réorganise les études en accordant une place accrue à l'histoire et à la philosophie moderne. Le père Yves Congar (1904-1995) s'engage à pénétrer l'ecclésiologie, où il rencontre l'œcuménisme.

Côté jésuite, les *Etudes*, fondées en 1856, deviennent une revue généraliste dont le public s'élargit.

En 1934, le père dominicain Marie-Vincent Bernadot (1883-1941), à la tête du Cerf, fonde l'hebdomadaire *Sept* à la demande de Pie XI pour s'adresser aux militants de l'Action catholique spécialisée. La revue doit s'arrêter trois ans plus tard, sur ordre du Saint-Office qui recevait des dénonciations de la droite, parce que *Sept* avait ouvert ses colonnes à Léon Blum (1872-1950) sous le Front populaire.

Les intellectuels catholiques adoptent deux postures alternatives qui leur permettent de rejoindre le monde intellectuel en général. La première posture est celle du converti. Entre 1880 et 1935, plus d'une centaine d'écrivains, de philosophes et d'artistes rendent publique leur conversion au catholicisme. On assiste à un réseau d'amitiés : Léon Bloy, Paul Claudel (1868-1955), Jacques Maritain, Gabriel Marcel (1889-1973). La seconde posture est celle de l'écrivain catholique, qui recoupe la première posture mais sans s'y identifier. De 1921 à 1929 se tient chaque année une Semaine des écrivains catholiques, sous la direction de Gaëtan Bernoville (1889-1960), rédacteur en chef de la revue *Les Lettres*. Les intellectuels catholiques veulent affirmer leur présence dans un monde dont ils ont manqué le moment fondateur avec l'affaire Dreyfus. L'innovation littéraire de ces intellectuels catholiques ne va pas sans tensions : François Mauriac (1885-1970) doit composer avec son confesseur, l'abbé Jean-Pierre Altermann ; Joseph Delteil (1894-1978), auteur de *Jeanne d'Arc* (1925), se voit reprocher un portrait trop charnel. L'abbé Louis Bethléem (1869-1940), auteur en 1904 d'un best-seller, *Romans à lire et romans à proscrire*, plusieurs fois réédité et mis à jour, exerce un véritable magistère moral sur le lectorat catholique à travers sa *Revue des lectures*. En 1935 sont fondées les éditions du Seuil à l'initiative de l'abbé Plaquevant (1901-1965) ; il s'agit d'une maison d'inspiration catholique, dirigée par Jean Bardet (1910-1983) et Paul Flamand (1909-1998).

► Notre évêque nous parle

IV. Période politique troublée (1926-1939)

La situation financière de la France étant très grave en 1926, on fait appel à Raymond Poincaré (1860-1934) pour former un cabinet **d'Union nationale** avec les radicaux, mais sans la participation des socialistes. Après le départ des radicaux du gouvernement, en 1928, Poincaré doit s'appuyer sur le centre et la droite.

La crise économique mondiale de 1929 bouleverse le monde politique. Des **scandales financiers**, dont l'affaire Stavisky, provoquent des troubles. Homme d'affaires français d'origine russe, Serge Alexandre Stavisky (1886-1934) a détourné plusieurs dizaines de millions, des bons émis par le Crédit municipal de Bayonne et gagés sur des bijoux volés ou faux. L'affaire arrive au grand jour fin 1933. Plusieurs personnalités sont impliquées dans ce scandale. Les ligues d'extrême-droite accusent le gouvernement d'avoir fait disparaître Stavisky, qu'on a retrouvé à Chamonix avec une balle dans la tête. Des manifestations de grande ampleur contre le gouvernement sont organisées en février 1934. On compte 20 tués et 2.300 blessés.

En juin 1936, le premier gouvernement du **Front populaire** (juin 1936-juin 1937), présidé par Léon Blum, accomplit beaucoup de réformes. Les gouvernements se succèdent en raison de la crise internationale provoquée par la politique d'Adolf Hitler en Europe.

La reculade des démocrates européens, qui signent les **Accords de Munich en 1938**, permet à Hitler de continuer sa politique d'annexion des territoires où on parle l'allemand. **La guerre éclate en 1939.**

- Les catholiques des années 1930

La génération qui arrive à maturité dans les années 1930 est née au début du XXème siècle ; elle est appelée « génération 1905 ». Elle a grandi à l'ombre de la guerre 1914-1918 et elle s'est formée dans les années 1920, au moment où, en Europe, surgissent deux alternatives à la démocratie libérale : le communisme en Union Soviétique et le fascisme en Italie. Cette génération s'interroge sur le libéralisme des « Lumières », qui a conduit à la boucherie de 14-18. Y aurait-il un jour une société de « l'homme nouveau » qui aurait rompu avec les illusions de la culture bourgeoise et du progrès ?

Emmanuel Mounier (1905-1950) est la figure majeure de cette génération, parmi les catholiques. Les figures « laïques » sont Jean-Paul Sartre (1905-1980) et Raymond Aron (1905-1983). Mounier est né à Grenoble et il arrive

► Notre évêque nous parle

à Paris en 1927 pour passer l'agrégation de philosophie. Il y rencontre Maritain, publie dans le « Roseau d'Or » une étude sur Charles Péguy et fréquente Meudon. Il est marqué par la personnalité de Nicolas Berdiaev (1874-1948), acteur de la renaissance orthodoxe russe du début du siècle avec Vladimir Soloviev (1853-1900) et Sergueï Boulgakov (1871-1944). Berdiaev a publié au « Roseau d'Or » un livre intitulé : *Un nouveau Moyen Âge* (1927), consacré à la révolution russe et à sa signification. Il professe un christianisme eschatologique, marqué par la tradition spirituelle russe, méfiant à l'égard de la raison thomiste de Jacques Maritain. La révolution russe est le symptôme d'une crise profonde des sociétés issues de la Renaissance. Berdiaev voit dans le christianisme et le communisme deux mystiques en concurrence. Mounier retient d'*Un nouveau Moyen Âge* la nécessité de dépasser la démocratie libérale par une révolution spirituelle. En 1932, avec Georges Izard (1903-1973), André Déléage (1903-1944) et Jean Lacroix (1900-1986), il fonde la revue *Esprit*.

Mounier représente la génération non conformiste, qui cherche une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme, tout en ne partageant pas du tout les objectifs des démocrates-chrétiens qu'il juge complices du système qu'ils prétendent combattre. Il rêve d'une révolution personaliste et communautaire. La personne humaine est un concept aisément compatible avec le christianisme, parce qu'il dote l'individu d'une transcendance. La communauté, si on la réfère à la *communitas* de Thomas d'Aquin, peut prendre la forme que prend l'Eglise. Mais la communauté est aussi un lieu commun très en vogue dans les milieux fascistes, et la *Volksgemeinschaft*, la communauté du peuple, est au cœur de la révolution conservatrice allemande avant d'être reprise par Hitler (1889-1945), parvenu au pouvoir en 1933.

Mounier est hostile au régime parlementaire, mais il demeure un démocrate parce qu'il pense que la personne humaine peut faire rempart à la tentation totalitaire. Il se différencie, par-là, de deux intellectuels catholiques restés proches de Maurras : Jean-Pierre Maxence (1906-1956) et Jean de Fabrègues (1906-1983). Membres du groupe de la Jeune droite, ils finiront par se rallier au Parti populaire français de Jacques Doriot (1898-1945), véritable parti fasciste.

Après les émeutes du 6 février 1934, les catholiques sont séduits par la ligue des Croix-de-Feu conduite par le colonel François de La Roque (1885-1946), qui s'inspire de l'héritage de René de La Tour du Pin (1834-1924), ancien compagnon d'Albert de Mun à la tête de l'œuvre des cercles catholiques fondée en 1871. D'autres catholiques sont attirés par les Chemises vertes

► Notre évêque nous parle

d'Henri Dorgères (1897-1985), qui s'adressent aux milieux agrariens par leur programme de « défense paysanne ». La menace du Front populaire inquiète beaucoup de catholiques.

En mars 1936, l'Assemblée des cardinaux et archevêques pose la question suivante : Faut-il condamner les ligues d'extrême-droite, comme le souhaitent les plus jeunes, ou revenir à la stratégie de « défense catholique », à la veille d'élections qui s'annoncent difficiles, comme le soutiennent les plus anciens ?

Peu avant le scrutin, **Maurice Thorez (1900-1964), secrétaire général du Parti Communiste Français, tend la main aux chrétiens**. Les catholiques refusent cette main, à l'exception des quatre députés de la Jeune République et d'un petit groupe de socialistes chrétiens, protestants et catholiques, regroupés autour du journal *Terre nouvelle*, animé par Jean Laudrain, parmi lesquels figure le jeune Paul Ricoeur (1913-2005). Rome inscrit *Terre nouvelle* à l'Index en 1936. Mais beaucoup d'intellectuels catholiques s'interrogent sur la possibilité d'un dialogue avec la pensée de Marx : le jésuite Gaston Fessard (1897-1978), Jacques Maritain (*Humanisme intégral*, 1936), Paul Vignaux (revue *Politique*), Louis Lebret (1897-1966), à la tête d'un syndicalisme chrétien des marins-pêcheurs.

Les grèves de 1936, auxquelles beaucoup d'ouvriers catholiques ont participé, interpellent les dirigeants, y compris les responsables de la pastorale. **L'Eglise a-t-elle perdu la classe ouvrière et, si oui, comment ?** « Par notre faute », répond l'historien Henri Guillemin (1903-1992) en 1937 dans *La Vie intellectuelle*. Une relance de la mission intérieure est envisagée, dirigée spécifiquement vers le monde ouvrier.

- La guerre d'Espagne

Face à l'alternative entre les fascismes et le communisme, les catholiques s'inquiètent également devant la montée des périls internationaux. La guerre est redevenue possible. L'invasion de l'Ethiopie par les troupes de Mussolini est l'occasion d'un premier affrontement en 1935. Le 4 octobre 1935, *Le Temps* publie un *Manifeste pour la défense de l'Occident*, dont le texte a été rédigé par Henri Massis ; il est notamment signé par Mgr Baudrillart, créé cardinal en 1935, Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence, Henry Bordeaux (1870-1963), Gabriel Marcel. On y défend l'Occident chrétien et la supériorité du civilisé sur le barbare. On retrouve les débats qui ont précédé et suivi la condamnation de l'Action Française. Le 19 octobre 1935, *La Vie catholique* publie un manifeste signé par des intellectuels catholiques proches d'*Esprit*,

► Notre évêque nous parle

des éditions du Cerf et de la démocratie chrétienne, dont Jacques Maritain, Emmanuel Mounier, Etienne Borne (1907-1993) et Henri-Irénée Marrou, pour dénoncer le sophisme de l'inégalité des races qui est du paganisme pur.

La guerre d'Espagne approfondit le fossé entre partisans de la démocratie et zéloteurs de la défense de l'Occident face à la menace communiste, fût-ce au risque d'une alliance avec le fascisme, voire avec le nazisme.

Dans un premier temps, les violences du *Frente Popular* contre les prêtres et les religieuses en Espagne mobilisent l'opinion catholique en faveur du général Franco. François Mauriac, académicien depuis 1933, dénonce l'internationale de la haine afin de décourager Léon Blum d'envoyer l'armée française en Espagne.

Quelques semaines plus tard, la reconquête par les troupes franquistes de la ville de Badajoz au prix d'un massacre provoque les premiers retournements. Mauriac change d'avis. Mounier suggère que mieux vaut une Eglise souffrante qu'une Eglise abritée à l'ombre de l'épée. Mais c'est le bombardement de Guernica, au pays basque, par l'aviation allemande, le 26 avril 1937, en plein marché et au prix de 1.500 morts civils, qui cause en France une émotion d'autant plus intense que le Pays basque républicain est une région catholique.

Dans *La Croix* du 8 mai 1937 paraît la pétition *Pour le peuple basque* que signent une vingtaine d'intellectuels catholiques, dont Mauriac, Maritain, Mounier, Stanislas Fumet (1896-1983), Gabriel Marcel, Paul Vignaux, ainsi que vingt-huit élèves de l'Ecole normale supérieure. Un Comité pour la paix civile et religieuse en Espagne se constitue, dont le secrétaire général est Claude Bourdet (1909-1996), qui fondera *L'Observateur* en 1950.

La gauche laïque se mobilise autour du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Dans le bimensuel *Occident*, Paul Claudel, Henri Massis, Henry Bordeaux et Francis Jammes, aux côtés de Léon Daudet (1867-1942), Abel Bonnard (1883-1968) et Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945), signent en décembre 1937 le *Manifeste aux intellectuels espagnols*, qui reprend la thématique de la défense de l'Occident chrétien contre la menace communiste.

► Notre évêque nous parle

- A la fin des années 1930, la question de l'alternative est devenue : plutôt Hitler ou Staline (1879-1953) ?

Des intellectuels catholiques, qui viennent de la droite, revoient leurs positions traditionnelles sur la guerre d'Espagne. Parmi eux, François Mauriac et Georges Bernanos (1888-1948).

A quelques mois du déclenchement de la deuxième guerre mondiale (1^{er} septembre 1939), les catholiques français sont divisés sur bien des points en politique.

Le 30 septembre 1938, Pie XI condamne l'antisémitisme. L'entourage du pape travaille à une encyclique sur le sujet. Le pape Pie XI meurt le 10 février 1939. Le texte reste en suspens.

Denis PELLETIER, *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*, 2019, Editions Albin Michel, pages 147-181.

+ Guy,
Evêque de Tournai

► VOEUX 2021

Cette année, vu les circonstances, Mgr Harpigny a choisi de présenter ses vœux via une vidéo. Pour la regarder : <https://bit.ly/3bHXoDC>.